



Le Magnan

Hebdomadaire Togolais Satirique
d'Informations et d'Analyses

Libéré

N°467 du Vendredi 1er décembre 2017 - 11^{ème} année - Prix: 250 FCFA

A LA RECHERCHE DES PISTES POUR OUVRIR LE DIALOGUE

Le contenu du mémorandum de la coalition de l'opposition, remis à Alpha Condé

P.3



► L'émissaire du Président Nana-Akufo Ado
repart bredouille pour cause des préalables ◀

ECONOMIE



Aperçu général sur les
performances de l'Office
Togolais des Recettes
(OTR)

P.6

APRÈS LE RETRAIT DE GILCHRIST OLYMPIO
DE LA SCÈNE POLITIQUE ET SA PRISE DE POSITION

P.3

Que devient son accord avec le
parti au pouvoir ? Et le sort de
ses ministres au gouvernement ?

COMPTES DE LA PARTICIPATION DU TOGO À LA CAN 2017:

Encore une gestion calamiteuse

P.7

Mme Nathalie Bitho :
« Nous ne pouvons pas certifier les
comptes de la CAN Gabon 2017 »





Merd Alors

Inquisition a la togolaise

L'inquisition est une pratique très développée au sein de l'opposition au Togo. Ici on est opposant au sens d'une sacrée virginité, doublée d'une naïveté à fleur de peau. Des gens ont développé depuis 1991 des critères pour reconnaître les vrais des faux opposants. Ils excellent tellement dans la chose qu'on finira par construire dans le pays le musée des opposants. Il accueillera des losers en politique. Ceux qui ont passé leur vie à attendre la sacralisation de leurs idéaux et leur dévouement aux veules aspirations d'un peuple d'ignorants. Au crépuscule de leur vie, ils feront le bilan de leur LUTTE et se rendront compte qu'ils appartiennent à la caste des imbéciles. Parce que la pureté de leurs rêves n'a d'égal que les opportunités qu'ils ont ratées en politique. Ils attendaient le CHANGEMENT comme d'autres attendent le retour de Jésus le fils du Créateur. Il n'existe pas de peuple intelligent qui gagne une lutte politique. Il n'y a qu'une élite d'opportunistes sans repère, engoncés dans le désert de pensée politique et de stratégie innovante. J'assume le rôle du fou du village. Mon journal de bord s'écrit à encre rouge... Autour de nous, il n'y a que des politiciens aux « mains sales » qui réalisent les merveilles qu'on cherche à copier, bêtement... Puisse Dieu ouvrir les yeux à ses enfants du Togo et nous donner plus d'acteurs de changement que d'opposants radicaux sans jugeote.

Dany Ayida

Le Magnan

14ÈME FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

C'est parti pour deux semaines d'affaires

La 14e Foire internationale de Lomé, ouverte deux jours plutôt, c'est-à-dire vendredi dernier, a été officiellement inaugurée ce lundi 27 novembre par le chef du gouvernement, Komi Sélom Klassou.

Ce rendez-vous commercial offre l'opportunité aux exposants togolais et étrangers à savoir, du Mali, Bénin, Egypte, Pakistan, Bukina Faso, Sénégal, Nigérian de l'inde, de la France, de la Côte d'Ivoire, de fructifier leurs affaires commerciales, et de nouer de nouveaux partenariats gagnant-gagnants Placée sous le thème, 'le numérique au service des affaires', cette 14e édition, promeut l'usage du numérique dans tous les domaines à plus forte raison dans les affaires. 'Nul ne peut nier la place que l'on pourra lui attribuer en tant que facteur de production le plus important ou le moyen le plus probant de rentabilisation de l'activité économique. Que cela soit dans les finances, le transport aérien, l'agriculture, l'industrie, le domaine maritime et portuaire, le commerce, l'éducation et la santé, le numérique s'invite non seulement pour permettre à l'acteur économique d'accroître la rentabilité ou la productivité de son entreprise mais surtout pour



faciliter la vie au consommateur', a souligné Bernadette Legzim-Balouki, ministre du commerce dans son mot de lancement de la foire.

Le choix de ce thème vient donc à point nommé pour inciter beaucoup plus des opérateurs économiques à promouvoir et à adopter cette innovation technologique afin de booster

davantage la rentabilisation de leurs affaires. 'Il vient appuyer la volonté

puisse déjà découvrir les facilités qu'offre le numérique. Avec des partenaires, nous ferons en sorte

politique du gouvernement qui a déjà pris d'importantes décisions en vue de créer un environnement favorable à l'éclosion de l'activité numérique, relève la ministre du commerce.

'Nous voulons donc susciter un dynamisme dans ce secteur. Et pour nous donner le bon exemple, nous-mêmes nous ferons de sorte qu'en entrant dans la foire, on

que le paiement de l'accès au site se fasse grâce au numérique à travers les transferts d'argent, a déclaré le directeur de la FIL, Kuéku-Banka Johnson.

La Foire de Lomé est un ensemble d'activités économiques, ventes, expos et de rencontre B&B.

MULTIPARTISME, DÉMOCRATIE ET COHÉSION SOCIALE

Sotouboua à l'honneur accueille Sokodé

Après les préfectures de la région centrale qui ont accueilli le COPED au cours de la semaine du 13 octobre 2017, pour des conférences-débats sur la non-violence, la tolérance, la liberté d'opinion, l'acceptation de l'autre, la liberté d'opinion....., ainsi que des régions des savanes et de la Kara de bénéficier des ateliers de formations suivis des conférences-débats du 22 au 29 octobre c'est autour des populations de Sokodé, délocalisées à Sotouboua d'accueillir le même atelier du 18 au 20 novembre 2017. Ces activités qui rentrent dans le cadre de la sensibilisation des populations sur le pluralisme politique, le développement, la démocratie et la cohésion sociale initiés par le COPED, ont reçu le soutien du PNUD. L'atelier a été ouvert par le Préfet de Sotouboua

Renforcement des capacités sur la culture citoyenne

Au menu des thématiques abordées, le pluralisme politique, la démocratie, le développement et la cohésion sociale et permettre aux participants de maîtriser les outils de sensibilisation et le cadre légal (lois portant manifestations par exemple) ainsi que des concepts qui permettent la promotion du vivre ensemble à travers une prise de conscience et de la responsabilité.

Aussi bien à Dapaong qu'à Kara les renforcements ciblaient des jeunes de Sokodé et de Sotouboua (une cinquantaine par

étape) membres des comités ou ambassades de paix, responsables des Comités Villageois de Développement/Comités de Développement de quartiers (CVD /CDQ), des responsables locaux des partis politiques et des chefs traditionnels des deux régions.

C'est la contribution du COPED à la promotion d'une culture citoyenne et de paix et au renforcement de la participation citoyenne dans les communautés. Pour les organisateurs, en dépit de l'architecture institutionnelle et de l'adoption massive de normes légales pour réguler les affaires

dans le pays, la conscience citoyenne demeure très faible. L'actualité politique togolaise démontre à suffisance une non-maîtrise des textes aussi bien par les leaders des partis politiques que par les citoyens. « Il est donc impérieux de développer au sein des communautés la vocation à l'action civique impliquant une mobilisation publique motivée par une préoccupation concernant l'intégralité de la communauté fondée sur le respect des différences entre les individus et les groupes appartenant à cette communauté », ont rappelé les organisateurs.

Aux cours des deux ateliers il a été relevé qu'un citoyen à conscience civique faible constitue un danger pour toute démocratie et pour le développement car il existe encore au sein de la population des comportements et attitudes qui ne favorisent pas la construction d'une nation et le vivre ensemble notamment le manque de confiance entre les autorités administratives et les administrés, le non-respect des biens publics et de l'autorité publique, l'indifférence totale de la

population par rapport à la participation citoyenne, la faible mobilisation communautaire pour un développement local durable et la mauvaise utilisation des réseaux sociaux.

Conférences-débats et échanges avec les jeunes

Les conférences-débats ont été l'occasion des sensibilisations de proximité au cours desquels les jeunes ont été renseignés sur la loi portant manifestations publiques, la prévention et gestion de conflits, le civisme et la citoyenneté, la communication dans la gestion des conflits et les moyens et outils de communication de proximité pour la paix et la cohésion sociale. Elles ont permis d'échanger avec les jeunes, afin de leur montrer combien la stabilité nationale est une préoccupation de tous puis d'amener ceux-ci à contribuer efficacement à la promotion d'une culture citoyenne et de paix pour un meilleur vivre ensemble au sein des populations togolaises.

La Rédaction

A LA RECHERCHE DES PISTES POUR OUVRIR LE DIALOGUE

Le contenu du mémorandum de la coalition de l'opposition, remis à Alpha Condé

L'émissaire du Président Nana-Akufo Ado repart bredouille pour cause des préalables

Après discussions avec le président guinéen, président de l'Union Africaine, les trois émissaires togolais de l'opposition ont remis un mémorandum à Alpha Condé, celui qui est censé régler la crise togolaise. Dans l'attente d'un compte rendu de la rencontre entre les opposants et Alpha Condé, une synthèse du mémorandum dont nous avons eu copie présente les aspirations du peuple togolais. La question du départ de Faure Gnassingbé est l'un des préalables du dialogue qui va s'ouvrir dans les jours à venir.

Le contenu du mémorandum qui n'est pas encore rendu public est pour l'heure diffusé auprès des Chefs d'Etats dont Alpha Condé et divers partenaires, nous confie une source proche de la coalition.

Ce que contient le memo

Comme tout mémorandum, celui de la coalition des 14 partis de l'opposition revient sur la situation qui prévaut au Togo depuis les années 90, la Constitution du 14 octobre 1992, «charcutée une première fois en 2002, vidée de toute sa substance et détournée de sa mission initiale de démocratisation».

L'Accord Politique Global de 2006 est également évoqué, document dont l'opposition revendique en vain l'application depuis 11 ans. Aussi, l'union des 14 partis depuis le mois d'août est détaillée et la répression sanglante des manifestations pacifiques de la coalition.

«Au regard des subterfuges et des manœuvres du Régime RPT-UNIR pour s'éterniser au pouvoir, ce que les Togolais exigent désormais, c'est le rétablissement des conditions d'une vie démocratique normale telles qu'elles avaient été définies par la Constitution de 1992 originelle approuvée à près de 98% par le peuple lors du referendum du 27 septembre 1992. Le retour à la Constitution originelle du 14 octobre, une étape incontournable pour la marche du Togo vers la démocratie et l'Etat de droit», demande la coalition.

La coalition insiste dans son mémorandum sur le point crucial du départ de Faure Gnassingbé, à qui l'on demande de toute part de laisser le pouvoir. Après quoi, une transition, mise sur pied, procédera à la mise en application des autres revendications de la plateforme.

«Voilà pourquoi, dans notre entendement, le retour à la Constitution Originelle de 1992 doit nécessairement s'accompagner de discussions sur les conditions du départ de l'actuel chef de l'Etat qui a déjà exercé plus de deux mandats et la mise sur pied de structures législatives et

exécutives de transition chargées de mettre en œuvre les autres points de la plateforme revendicative, notamment : la révision du cadre électoral y compris l'instauration du droit de vote pour les Togolais de l'étranger, le déverrouillage des Institutions de la République, et l'organisation des élections législatives, locales et présidentielles totalement libres, transparentes et démocratiques», lit-on dans le document. Des préalables qui risquent encore de plomber le dialogue.

Le dialogue inter-togolais pourrait s'ouvrir avant le 10 décembre 2017. Une délégation ghanéenne conduite par le ministre de la sécurité Albert Kan-Dapaah séjourne à Lomé depuis dimanche soir. Elle préparera le terrain avant le début du dialogue inter-togolais en vue

Tout se précise petit à petit pour l'ouverture d'un dialogue au Togo. Cette délégation ghanéenne a pour mission de mettre en place un comité technique composé à la fois des représentants de la coalition des 14 partis de l'opposition et des représentants du pouvoir de Lomé II.



Ledit comité sera chargé de veiller à la satisfaction des préalables émis par les leaders de l'opposition notamment la libération des détenus politiques dont les deux imams arrêtés, la levée des sièges sur les villes de Mango, Sokodé et Bafilo, la levée des poursuites judiciaires contre les acteurs

politiques dans le cadre des incendies des marchés du Togo.

Tout porte à croire que le Ghana voisin cherche à conclure au plus vite sa médiation afin de permettre au Togo de retrouver les voies d'une transition démocratique.

Selon Albert Kan-Dapaah, le dialogue pourrait s'ouvrir très

les émissaires. On annonce également qu'une autre délégation de la Guinée est dans nos murs. Il faut reconnaître que la communauté de la CEDEAO, malgré les tergiversations de la coalition de l'opposition est décidé à amener les uns et les autres à la table dialogue.

Aujourd'hui, au sein du Groupe des 14, les voix sont dissonantes. A ceux qui exigent le départ immédiat du chef de l'Etat, les autres disent qu'il n'est plus question d'insister sur son départ immédiat mais de faire tout pour le convaincre de ne plus se représenter en 2020. Il semble que c'est le fait de demander le départ immédiat de Faure Gnassingbé qui bloque tout.

Dans tous les cas, l'on voit que les gens ont mis leurs intérêts en jeu dans cette affaire de réforme. Il faut reconnaître qu'aujourd'hui juridiquement, l'on ne peut demander une application immédiate de la loi. Mais politiquement, les protagonistes peuvent s'asseoir autour d'une table et discuter.

A.I.

APRÈS LE RETRAIT DE GILCHRIST OLYMPIO DE LA SCÈNE POLITIQUE ET SA PRISE DE POSITION

Que devient son accord avec le parti au pouvoir ? Et le sort de ses ministres au gouvernement ?

La sortie médiatique effectuée mardi 28 novembre 2017 par le président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio continue de susciter des débats passionnés dans les médias togolais. En conférence de presse mardi à Lomé, le fils de Sylvanus Olympio a surpris bon nombre d'observateurs en annonçant son retrait prochain de la vie politique mais pas que ça. Il a aussi tenu à appeler son « Fils et ami », Faure Gnassingbé à faire de même en 2020 en « ne se présentant plus aux élections présidentielles ».

Dans une déclaration liminaire lue à cette occasion, l'opposant «Historique» est longuement revenu sur la crise politique que traverse le Togo depuis plusieurs mois. Tout en condamnant les violences survenues en marge de plusieurs manifestations de rue de l'opposition et les dégâts collatéraux que ces violences ont fait, le président national de l'Union des Forces de Changement a réaffirmé son soutien « infaillible » aux vertus du dialogue et de la non-violence et appelé la classe politique à régler les problèmes du pays dans la concertation et le dialogue.

Pour ce faire, il a recommandé aux Togolais quatre mesures essentielles pour un retour au

calme.

Dans un premier temps, a-t-il fait savoir, le régime en place doit accepter le « retour aux fondamentaux de la constitution de 1992. Le président Faure Gnassingbé doit ensuite accepter le principe de ne pas se représenter à la présidentielle de 2020 afin de « laisser le champ libre à une consultation démocratique libre ». « Il en ressortira grandit tout en évitant ainsi de vivre le sort personnel et collectif dont plusieurs pays africains ont déjà vécu l'exemple tragique. L'opposition togolaise doit être unie et doit développer un projet clair et responsable pour préparer la compétition d'idées à laquelle tous les partis devront



prendre part. Enfin, les partenaires étrangers du Togo devront accompagner ses institutions et sa classe politique afin de préparer des élections libres, transparentes et acceptées de tous d'ici deux ans», a-t-il rappelé.

Selon les informations obtenues de sources proches de l'UFC, cette sortie de Gilchrist Olympio a été obtenue d'abord et avant tout, sous la pression de sa famille biologique et ensuite d'une frange des cadres et militants de son parti quand bien même une autre était farouchement opposée.

Elliott Ohin, l'actuel ministre auprès du Premier ministre, a joué un

important rôle dans la survenance de ce divorce. La déclaration liminaire officialisant le clash entre l'UFC et UNIR a été rédigée par le ministre au format gros format de l'UFC soutenu par le Secrétaire général de ce parti, Dr Sambiani Djimondgou avec la collaboration d'un membre de l'UFC dans la diaspora.

Aujourd'hui la question qui se pose est de savoir ce que devient l'accord de l'UFC avec le parti au pouvoir. L'accord est-il caduc ? On peut le dire étant donné que l'objectif poursuivi n'a pas été atteint. L'on avait cru que le problème togolais se limitait à la famille Gnassingbé et à celle d'Olympio. Fo Gil avec cet accord a pu positionner certains de ses éléments dans le gouvernement et même à la tête de certaines préfectures. Aujourd'hui avec cette position tranchée du « Fo Gil » sur la question politique quel sort sera réservé à ses ministres ? Peut-être qu'au prochain remaniement, ils seront virés.

T. Bôdjôguéti



Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité



| PRODUITS ET SERVICES | NOUVEAUX TAUX DE LA TVA |
|--|-------------------------|
| Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable | 0% |
| Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes | 10% |



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Togotelecom

COMMUNIQUÉ



Togotelecom

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T-MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE ***145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

Quand j'entends des gens comme Antoine Folly dire sur les ondes d'une station radio qu'il fera mieux quand il sera au pouvoir, j'en ris.....Je sais que la démocratie que nous avons au Togo a favorisé l'entrée des gens de mauvais augure comme Antoine Folly à la politique avec son UDS. Antoine Folly, spécialiste des fraudes et des matchs truqués qui n'a pas été en mesure de gérer un simple ministère prétend invraisemblablement diriger une nation toute entière comme le Togo aujourd'hui. Toi qui n'arrive même pas à assurer régulièrement la paye de ton chauffeur et des domestiques à chaque fin du mois, tu rêves diriger le Togo. Arrêtes de rêver à haute voix On aura tout vu avec des politicards comme toi. Et puis si ce n'est pas que le Togo est aussi comme il est et on le vend



moins cher, des gens comme Antou la Folie veut aussi dire qu'ils sont des opposants au Togo ? Lui-même, son parti compte combien de membres ? Des gens qui ne représentent rien aux yeux de l'opinion nationale ont eu l'occasion de profiter d'un truc de coalition pour se défouler et dire qu'ils feront

mieux demain. Comment des gens qui se cherchent et qui ne savent même pas gérer leur petite famille peuvent se permettre de parler de la gestion d'un pays. Vraiment on aura tout vu. Dans cette coalition de 14 on en connaît comme le parti d'Antou la Folie qui ne peut même pas avoir une voix même dans leur ville natale. Des gueulars comme ça se retrouve par la force des unions de façade pour vouloir donner des leçons de démocratie et de gestion aux gens. Hmmm ! Vraiment, c'est vraiment. Le pays est comme ça et nous sommes dedans. Simple gestion d'une transition pour le bureau de la Fédé il n'a rien pu faire, c'est des matches truqués qu'il nous a amené et il nous dit que s'ils accèdent au pouvoir ils feront mieux que ceux qui sont là.

Courtes contre la montre

Près d'une semaine après !

Il y a déjà une semaine que trois leaders de la coalition des 14 partis ont rencontré le Président guinéen, président en exercice de l'Union Africaine à Paris. Ceci dans le cadre des préalables de préparation du dialogue intertogolais. D'abord le déplacement de ces trois leaders de l'opposition a donné lieu à des polémiques. D'aucuns ont déclaré que c'est Faure Gnassingbé qui leur a acheté des billets d'avion alors que pour d'autres, ce n'est pas le cas. Personne n'a acheté quoi que ce soit à ceux qui sont allés à Paris. Même si c'est le cas, estiment d'autres, c'est l'argent du contribuable togolais. Trêve de gesticulations ! Quels que soient les cas, c'est que ces leaders sont allés pour discuter dans l'intérêt du pays. Mais aujourd'hui, une semaine après cette rencontre, rien ne filtre encore de la part de ceux qui disent aller parler au nom du pays. Des discussions ont eu lieu entre Alpha Condé et la délégation togolaise constituée du chef de file de l'opposition Jean Pierre Fabre, Tikpi Atchadam et Brigitte Kafui Adjagambo. Mais les Togolais depuis là, n'ont eu droit à aucun compte rendu. Avant son départ, Tikpi Atchadam avait bel et bien déclaré qu'un compte rendu point par point et dans les détails sera fait de ces discussions. Mais depuis-là rien. Jean Pierre Fabre lui, était parti une semaine avant les autres. Qu'a-t-il fait entre temps ? qui a-t-il rencontré ? Personne ne sait de quoi son séjour d'une semaine avant l'arrivée des autres a été fait. Aujourd'hui pendant qu'ils sont toujours à Paris, ils envoient encore les gens dans la rue. Opposition togolaise !

Succession déjà ouverte

Gilchrist Olympio comme on pouvait s'y attendre a décidé de raccrocher ses crampons en politique. Son âge avancé et son état de santé ne lui permettent plus de continuer le combat qu'il a entamé depuis l'assassinat de son Papa, le père de l'indépendance. Il a tout donné pour lutter contre le régime gnassional durant des années. L'opposant charismatique qui a donné de l'insomnie au pouvoir de feu le Général Eyadéma a tout donné pour se venger de son pépé, Sylvanus Olympio, sans rien obtenir. Gilchrist avec son parti UFC a fait trembler Papa Gnass. Ses arrivées dans notre pays dans les 90 à 2000 sont considérées comme des cauchemars pour le régime. Aujourd'hui, réduit à néant par ses lieutenants qui l'ont abandonné pour aller construire leur propre hutte, il n'est plus l'ombre de de lui-même. Son accord avec le RPT pour ramener la paix et la quiétude à travers les réformes à faire n'a pas su calmer les choses. On avait cru que le problème togolais se limitait seulement aux familles Gnassingbé et Olympio. Mais depuis le rapprochement de ces deux familles par les bonnes volontés, la situation s'est empirée. Fo Gil était depuis tombé en disgrâce. Il a quand même tenu son parti et a même quelques députés à l'Assemblée nationale. Il a finalement compris qu'il fallait quitter la barque avant qu'elle ne le quitte. Et c'est ce qu'il a fait. Aujourd'hui, la succession semble ouverte et l'on attend ce que donnera le prochain congrès de ce parti pour son maintien dans l'échiquier politique.

Les airs pour les terres

Depuis quelques mois Faure Gnassingbé s'est lancé dans la conquête des villes de l'intérieur à travers son mandat social. Une initiative à salué étant donné que le chef de l'Etat a placé son troisième quinquennat sous le coup de mandat social. Dans la foulée des événements, Faure Gnassingbé qui n'entend pas se faire marcher a pris sur lui la responsabilité d'aller à la rencontre des populations de l'intérieur. Des confins les plus reculés qui n'ont jamais connu la présence de Faure ont eu la chance de le recevoir. Plusieurs projets sociaux ont été lancés. Que ce soit dans la région des savanes, de la Kara, Centrale et dans les plateaux, le chef de l'Etat ne veut plus laisser des gens venir lui raconter que tel projet a été réalisé alors que ce n'est pas le cas. Il est allé sur le terrain et a constaté de visu les réalités de la vie des populations de l'intérieur. Il paraît que ses collaborateurs ne sont pas du tout contents de ces sorties du chef de l'Etat sur le terrain parce qu'il leur coupe l'herbe de mangement sous les pieds.



CONCOURS
meilleur reportage

CONCOURS DU MEILLEUR
REPORTAGE

Spécial 10 ans

CONDITIONS

- Être un professionnel des médias du secteur public ou privé au Togo exerçant dans un organe de presse écrite, en ligne ou de l'audiovisuel;
- Ne pas être membre du comité d'organisation dudit concours.
- La production doit porter soit sur une problématique transversale au programme des ODD et à leurs composantes au plan économique, social, sociétal, culturel ; soit traiter de sujets plus spécifiques

A l'endroit des professionnels de la presse écrite, presse en ligne, télé et radio sur les Objectifs du Développement Durable (ODD),

Ecris le meilleur reportage sur les ODD et gagne les divers lots mis en jeu

- **Un billet d'avion**
- **Matériel informatique**
- **Bourses d'études**
- etc...**

Date limite : 02 Décembre 2017 à 12H

Plus d'infos et formulaire de participation à retirer à la Maison de la Presse ou à télécharger sur www.conapptogo.com

TEL: +0228 90 15 87 53 / 90 30 85 10
email: conapp.togo@gmail.com

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA
90 16 49 87 / 90 85 85 22

Mise en page :
Magnan

Imprimerie :
Rad Graphic Sarl U.

Responsable commercial

Bertine ADJAHO
90 36 97 10

Tirage :
2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



ECONOMIE

Aperçu général sur les performances de l'Office Togolais des Recettes

L'Office Togolais des Recettes, né de la volonté du Gouvernement de maximiser et de sécuriser la collecte des recettes publiques, est opérationnel depuis janvier 2014. L'OTR a depuis lors engagé des réformes dans le souci d'offrir des services de qualité aux contribuables, d'une part, et de lutter efficacement contre la fraude et la corruption, d'autre part.

Plus de deux ans et demi d'activités après, le bilan est plus que satisfaisant et l'OTR dans sa politique de transparence se doit de partager les informations avec le public comme il le fait périodiquement avec la presse, principal partenaire pour sa communication.

Les performances de l'Office Togolais des Recettes toujours au-delà des objectifs assignés L'Office Togolais des Recettes, depuis son opérationnalisation en 2014, a toujours dépassé les objectifs budgétaires qui lui sont assignés par le Gouvernement. En effet, par rapport aux objectifs de 2014 et 2015, il a enregistré respectivement des taux de réalisation de 110% et 107% malgré les défis et contraintes liés à la mise en route des réformes.

Les recouvrements de l'OTR en constante augmentation d'année en année Les recettes collectées par l'OTR sont en perpétuel accroissement

avec un rythme relativement constant. Entre 2013 et 2015, les recettes fiscales ont connu une hausse de 27,9%. Si le taux d'accroissement des recettes entre 2013 et 2014 a été de 13,5%, la hausse enregistrée entre 2014 et 2015 est de 12,7%. En se référant aux recettes collectées au cours des premiers semestres, on note une hausse de 32,5% sur la période 2013-2016. En effet, après un faible accroissement entre 2013 et 2014, les recouvrements de recettes budgétaires aux premiers semestres ont connu des accroissements très significatifs en 2015 et en 2016, soit respectivement 12,4% et 17,2%.

Les recettes liquides de plus en plus importantes Les recettes budgétaires liquides sont en nette évolution entre 2013 et 2015. Sous le vocable de recettes liquides, il faut entendre la part des recettes recouvrées qui sont susceptibles d'être utilisées effectivement pour faire face aux

dépenses de l'Etat. En d'autres termes, c'est la différence entre les recettes brutes recouvrées et les recettes non liquides.

Sont considérées comme recettes non liquides, l'ensemble des recettes qui échappent aux caisses de l'Etat suite aux avantages fiscaux accordés par l'Etat à certains contribuables sous forme d'exonérations, de chèques trésor (dépenses fiscales) auxquels s'ajoutent les prélèvements opérés sur les recettes fiscales pour subventionner les produits pétroliers (Soutien à la politique pétrolière- SPP). Entre 2013 et 2015, les recettes budgétaires liquides ont connu un taux d'accroissement substantiel de 44,1%. On note une hausse des dites recettes de 26,6% entre 2013 et 2014.

La tendance haussière des recettes

liquides se confirme au cours des premiers semestres.

De 2013 à 2016, les recettes budgétaires liquides recouvrées au cours des premiers semestres dégagent un taux d'accroissement de 51,2%

A l'analyse de l'environnement des activités de l'OTR, l'on se rend à l'évidence que ces performances ont été possibles grâce :

- à la rigueur dans le processus de collecte des recettes ;
- aux différentes réformes visant à rendre des services de qualité aux contribuables ;
- aux mesures prises pour sécuriser la collecte des recettes à travers notamment la collecte des recettes par les banques ;
- le renforcement du contrôle fiscal et de l'analyse des risques ;
- à la lutte engagée contre la fraude et la corruption ;
- à la communication et à la



sensibilisation des contribuables ;
- à la collaboration des contribuables et des partenaires. L'OTR saisit le créneau que lui offrent ses partenaires de la presse, pour rendre hommage au Chef de l'Etat et à son Gouvernement pour l'appui constant dont il bénéficie dans la réalisation de sa mission. L'Office salue le sérieux et la collaboration des contribuables qui ont accepté prendre le train de la transparence et invite les autres à leur emboîter le pas. Enfin, l'Office demeure reconnaissant à tout le public togolais qui, sans cesse, contribue à lutter contre la corruption en appelant le n° vert 8280

Performances annuelles : 2014-2016

| Année | Prévision | Réalisation | Taux de réalisation |
|-------|-----------|-------------|---------------------|
| 2016 | 575 000,0 | 568 486,1 | 98,9% |
| 2015 | 480 392,7 | 516 275,8 | 107,5% |
| 2014 | 416 600,0 | 458 222,8 | 110,0% |

LE CHEF DE L'ETAT À SOKODÉ

Faure Gnassingbé se dit «rassuré» sur l'unité du pays

«Nous avons tous expérimenté les effets néfastes de la violence »

Faure Gnassingbé a effectué samedi dernier une visite surprise dans la ville de Sokodé, théâtre il y a quelques semaines de violences lors des manifestations organisées par l'opposition. Des saccages de bâtiments publics ont eu lieu.

Le président Faure Gnassingbé s'est déclaré "rassuré" sur l'état "indivisible" du Togo après une visite dans l'inopiné dans cette localité

"Mes échanges avec les imams puis avec les cadres (de la ville) ont fini de me rassurer que notre pays reste indivisible", a-t-il écrit dimanche soir sur Twitter, à l'issue de sa visite dans cette ville du centre-nord, bastion de l'opposant Tikpi Atchadam (Parti National Panafricain).

"Les dégâts des violences qu'a connues cette ville naguère paisible m'attristent profondément et ne sauraient laisser aucun citoyen indifférent", a ajouté le président, critiqué pour son silence pendant de longues semaines marquées par une crise politique et sociale.

C'est à Sokodé, fief du nouvel opposant M. Atchadam, qu'ont commencé les vagues de manifestations en août dernier, avant de se propager dans le reste du pays.

"Il faut que les choses se normalisent à Sokodé et chacun doit y contribuer. Personne ne doit se dérober, chacun doit prendre ses responsabilités (...) Nous avons tous expérimenté les effets néfastes de la violence et nous pensons que ça suffit", a-t-il déclaré.

Le président s'est entretenu avec la population avec des chefs traditionnels et avec des représentants de la communauté musulmane.

"Vu la gravité de la situation dans la ville, ce n'est pas le moment de dire que tel ou tel autre a fait tel ou telle autre chose, mais c'est le temps de dire trouvons une solution" a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat a achevé la visite en se rendant dans des édifices publics vandalisés.

Le dispositif sécuritaire a été levé à Sokodé (340km de Lomé), indique un communiqué publié lundi soir par le gouvernement.

Cette ville de plus de 100.000 habitants avait connu une vague de



violence lors de manifestations organisées par l'opposition.

"Le gouvernement prend à compter de ce jour les mesures d'apaisement suivantes : retrait des forces de défense, mise en place du plan Sentinelle comme à Lomé pour renforcer la surveillance des lieux publics et sécuriser les marchés", précise le texte.

Le 6 novembre dernier pour faire baisser la tension, une quarantaine de personnes interpellées pour violence et condamnées avaient été relâchées.

Le président de la République s'était lui-même rendu à Sokodé samedi pour rencontrer les habitants, les chefs traditionnels et

religieux.

Treize partis de l'opposition se sont alliés au PNP pour dénoncer un demi-siècle au pouvoir de la même famille et demander la démission du président Gnassingbé, à la tête du Togo depuis 2005. Il a succédé à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui a dirigé sans partage le pays pendant 38 ans.

Les violences ont été particulièrement importantes à Sokodé à la mi-octobre, après l'arrestation d'un imam proche du PNP, et ont fait quatre morts - deux adolescents et deux soldats lynchés par la foule. Plusieurs édifices publics, ainsi que des domiciles des cadres du parti au

pouvoir avait été saccagés et incendiés.

Les manifestations de l'opposition ont été interdites depuis ces incidents à Sokodé et dans deux autres villes du nord du pays (Bafilo et Mango), région autrefois favorable à la famille Gnassingbé.

La coalition de l'opposition qui organise des marches tous les mois a appelé à trois nouvelles journées de manifestations les 29 et 30 novembre et le 2 décembre.

Le gouvernement a promis d'organiser un référendum pour faire adopter une réforme prévoyant notamment une limitation des mandats présidentiels, mais la mesure n'est pas rétroactive, permettant à M. Gnassingbé de se présenter aux scrutins de 2020 et de 2025.

Des tractations sont en cours via l'intervention de médiateurs comme le président ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé pour organiser un dialogue politique entre pouvoir et opposition qui pourrait avoir lieu "d'ici à quelques semaines" selon Faure Gnassingbé.

T. Bagoudou



SPORT PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'ORGANISATION DE LA PARTICIPATION DU TOGO À LA CAN 2017:

Encore une gestion calamiteuse.

Mme Nathalie Bitho : « Nous ne pouvons pas certifier les comptes de la CAN Gabon 2017 »

10 mois, après la participation du Togo à la CAN Gabon 2017, le Cabinet ICC a publié les comptes de la participation au cours d'une conférence de presse ce mardi. Animée par la directrice du cabinet ICC Mme Nathalie Bitho au siège du Ministère des Sports, cette

conférence de presse qui s'est tenue en présence du ministre des Sports Guy Lorenzo et du président Guy Akpovy de la FTF a eu à présenter, les rapports du bilan financier de la participation du Togo à la CAN gabonaise.

Après lecture du rapport par la directrice du cabinet ICC, on note ce qui suit :

Ressources mobilisées : 4 Milliards 061.3fCFA

Ressources encaissées : 3 Milliards 729millions

Ressources non encaissées : 331,9 millions.

L'état togolais étant le principal bailleur de fond pour cette CAN, il a donc débloqué 3 Milliards 460 millions.

Les dépenses totales s'élèvent à 3 Milliards 99 millions.

Le rapport présenté révèle un manque de 600 millions 488 616 F CFA.

Pour le compte de la CAN 2017 au Gabon auquel le Togo a participé et éliminé au premier tour, le comité de mobilisation des fonds a mobilisé 1 milliard de francs CFA, avec une contribution de 3 milliards de francs CFA par l'État togolais via le trésor public.

Selon les chiffres publiés par l'auditeur, 3729,4 milliards ont été encaissés et 331,9 millions de FCFA n'ont pas été encaissés. Le frais de préparation des éperviers s'élève à 2 milliards 417,6 millions de FCFA, la dette enregistrée à l'issue de cette CAN est à hauteur de 4,5 millions de FCFA. Mais un problème se pose puisque selon l'auditeur, 600,4 millions de FCFA se logent dans la case des manquements à justifier.

Selon le ministre en charge des sports, il y a pas encore de pistes tangibles pouvant mener à détecter la cause de cet important manquement de 600,4

millions millions de FCFA. « Nous devons simplement pour les prochaines participations à une compétition mettre en place le plus vite possible les comités chargés de la collecte et de la gestion des fonds » a-t'il recommandé.

En ce qui concerne les 2milliards 417 millions de frais de préparation, le ministre estime que pour mieux comprendre la somme dépensée, il faut retourner au point de départ. « La CAN a commencé le 04 décembre 2016, au stade de Kégué. Beaucoup de choses ont été gérées avant la mise en place des comités chargés de la gestion des fonds » a-t'il indiqué.

Conscient qu'ils ne seront en aucun cas exemptes de reproches au vue de la gestion calamiteuse des fonds alloués à la participation du Togo à cette CAN, le Président de la FTF le Colonel Guy AKPOVI, pense qu'on ne peut les reprocher qu'au niveau des factures des transports. « Tout le monde va ouvrir les yeux pour mieux faire prochainement » a-t'il promis.

« Nous ne pouvons pas certifier les comptes de la CAN Gabon 2017 »

La publication des comptes de l'organisation de la participation de l'équipe nationale du Togo à la Coupe d'Afrique des Nations "GABON 2017" a été faite ce 28 novembre 2017 à Lomé.

En présence du ministre de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique, Guy Lorenzo et du président de la Fédération Togolaise de Football

(FTF), Mme Nathalie Bitho du cabinet chargé de l'audit a procédé à la présentation, point par point du rapport de la coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017.

Premier constat majeur, plusieurs factures ont été rejetées par l'auditeur. Le rapport révèle que 4 milliards 061.3 FCFA ont été mobilisés pour la 9ème participation des éperviers à la grande messe du football continental avec près de un (1) milliard de FCFA collectés par le comité de mobilisation et les trois (3) milliards restant proviennent du gouvernement via le trésor public sur la ligne budgétaire du Sport.

Face aux différentes insuffisances constatées dans ledit rapport, la responsable du cabinet d'audit affirme que les comptes ne peuvent pas être certifiés « Nous ne pouvons pas certifier les comptes de la CAN Gabon 2017 » a-t-elle précisé.

Le président de la FTF, le colonel, Guy Kossi Akpovy a fait son mea-culpa et promet remédier aux erreurs lors des prochaines occasions. « Nous allons tous faire un effort pour que les choses s'améliorent, nous sommes en apprentissage » a-t-il déclaré.

Ce rapport révèle au total, un écart de 600,4 millions FCFA à justifier. Des surfacturations, des dépenses non justifiées, des dépenses qui ne sont pas inscrits dans les lignes budgétaires, voilà ce que représente le rapport de la Can Gabon 2017.

M. Bimôké

K P A K P A T O

QUI T'A DEMANDÉ?

Mon ami, c'est comment ? et les marches maaa ! On m'a dit que vous allez encore marcher kakakaka... En tout cas nous on a là et on vous regarde looo. Moi je vois que les gens sont en train de fatiguer les gens pour rien. Quand ça continue comme ça c'est les gens eux-mêmes qui vont se fâcher la colère. Wallaï ! Parce que quand on dit qu'on veut renvoyer quelqu'un c'est en mpoins de trois jours. Si ça va jusqu'à trois quatre mois, lui il a le temps de se préparer. Donc la lutte là c'est périmé deh. Il faut aller dialoguer et puis vous aussi vous allez manger un peu. Tu sais, mon cousin en rentrant à Lomé, a fait escale à sotouboua pour boire une bière. Il termine sa bière et à la sortie du bar il se rend compte que sa moto a été volée. Il retourne dans le bar et crie : "QUI A VOLÉ MA MOTO ? Personne ne répond. Il poursuit : "je vais prendre une deuxième bière, si je fini et ma moto n'est pas là, je serais obligé de faire ce que j'ai fait à sokodé quand ils ont volé ma moto, mais je n'aimerais pas qu'on m'oblige à faire ça ici à sotouboua" Il termine sa deuxième bière et à sa sortie sa moto est là. Les gens de sotouboua pris de peur, ont même pri le soin de bien laver la moto. Le barman s'approche et demande : "qu'avez vous fait à sokodé quand votre moto a été volée ?" Il répond : "je suis rentré à pied" Hahahahaha ! Riez pas seuls looo ! Le fils de l'autre rentre de l'école et demande à son père de ne pas le réveiller le lundi parce qu'il n'ira pas en classe. Son père lui demande pourquoi. Toto repond: mon maitre est un menteur! Un jour il nous a dit: 6+3=9, avant-hier 5+4=9, hier encore 7+2=9 et aujourd'hui 12-3=9. Tant qu'il ne nous dira pas la vérité sur cette histoire de 9 là, moi je ne mettrai plus les pieds à l'école. Il faut que cette affaire de 9 soit vite tirée au clair . Hiahiahia !

Togomètre

En forme

Le cabinet ICC

C'est le cabinet qui a été chargé d'auditer les comptes de la CAN 2017 disputé au Gabon. Comme d'habitude des anomalies graves ont été décelées dans la gestion de ces fonds. Plusieurs centaines de millions de nos francs ont été dilapidés par des individus mal intentionnés. L'auditeur a été clair. Il ne peut pas certifier ces comptes. Il appartient aux autorités d'ouvrir les enquêtes pour découvrir les auteurs de ces malversations. 10 mois, après la participation du Togo à la CAN Gabon 2017, le Cabinet ICC a publié les comptes de la participation au cours d'une conférence de presse ce mardi. Animée par la directrice du cabinet ICC Mme Nathalie Bitho au siège du Ministère des Sports, cette conférence de presse qui s'est tenue en présence du ministre des Sports Guy Lorenzo et du président Guy Akpovy de la FTF a eu à présenter, les rapports du bilan financier de la participation du Togo à la CAN gabonaise. Ce rapport révèle au total, un écart de 600,4 millions FCFA à justifier. Des surfacturations, des dépenses non justifiées, des dépenses qui ne sont pas inscrits dans les lignes budgétaires, voilà ce que représente le rapport de la Can Gabon 2017. Ce n'est la première fois que de tels genres de situation se présentent. Il fut un moment même où on a refusé de nous faire les comptes de 2013. Les malfaiteurs courent les rues impunément et narguent les togolais. Ça doit s'arrêter.

En panne

Le Directeur de la STE, Péré

Va-t-on vers une perturbation dans la distribution des produits pétroliers au Togo ? Le Syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis ce mardi. Vers une paralysie totale du pays dans les jours à venir ? Alors qu'au Nord Togo, une pénurie qui ne dit pas son nom a contraint les Togolais à déboursier, en début de cette semaine, entre 800 et 1200 F cfa, selon les lieux, c'est la LCT (Ligue des Consommateurs du Togo), qui par le biais de son président, Emmanuel Sogadji, vient annoncer que ""la distribution des produits pétroliers risque d'être perturbée"". Et pour cause, ""le syndicat des transporteurs des hydrocarbures est en grève depuis hier"", poursuit la Ligue, qui informe que pour la journée d'hier, ""seules trois voitures et les JET-1 ont été servis"". Pour les grévistes qui réclament la démission du Directeur de la STE (Société Togolaise d'Entreposage), M. PERE avant tout chargement, si celui-ci ""ne démissionne pas, les JET-1 ne seront pas servis aujourd'hui ce qui va perturber les vols"", au niveau de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma. Bon à suivre !

CONFEDERATION AFRICAINE DE BOXE

AFRICAN BOXING CONFEDERATION

Siège Social Provisoire: Quartier Ozoungué SODUCO - Parcelle 13 Section AJ du plan Cadastral de Libreville BP : 1049 Libreville - Gabon Tél : +241 0304 2621 I Tel : +241 0295 4040 - Tel +241 04 17 14 17 - Tel : +229 97382811 presidentafbc@gmail.com I www.afbcboxing.org

Communiqué de Presse

Libreville, le 29 Novembre 2017

Confirmation de la sanction de Monsieur BAYOR Kelani par le Tribunal Arbitral de Sport – TAS

Monsieur SOSSA SIMAWANGO Clément, Président légal de la Confédération Africaine de Boxe – AFBC

En référence à la correspondance de Monsieur Franco Falcinelli, Président Intérimaire de l'Association Internationale de Boxe – AIBA en date du 22 Novembre 2017, relative à la Gouvernance au sein de la Confédération Africaine de Boxe – AFBC et adressée aux Fédérations Nationales Africaines, dans son paragraphe six (6) indique que le Tribunal Arbitral de Sport – TAS a clôturé la procédure de recours engagée par Monsieur BAYOR Kelani et précisant que la décision finale de la Commission de Discipline de l'Association Internationale de Boxe – AIBA est définitive et sans recours.

A cet effet, la Confédération Africaine de Boxe – AFBC confirme que Monsieur BAYOR Kelani est suspendu pour 3 ans de toutes activités relatives à la boxe et annonce par la même occasion que Monsieur BAYOR Kelani est également suspendu pour une durée indéterminée par la Confédération Africaine de Boxe – AFBC lors de la réunion du Comité Exécutif le 29 Octobre 2017 et approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire et souveraine du 30 Octobre 2017 à Cotonou (Bénin).

Par ailleurs, il est à noter que le Président par intérim de la Confédération Africaine de Boxe - AFBC, Monsieur SOSSA SIMAWANGO Clément a été nommé par le Président du Comité Exécutif de l'AIBA Dr. Ching-Kuo WU conformément à l'article 37.3 des Statuts de l'AFBC adopté à Casablanca et en vigueur depuis le 8 février 2009.

Cette nomination a été approuvée par le Comité Exécutif le 29 Octobre 2017 et entérinée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Octobre 2017 à Cotonou (Bénin).

La Confédération Africaine de Boxe – AFBC a pris acte du refus de passation des charges par Monsieur BAYOR Kelani et informe l'opinion nationale et internationale que le Siège provisoire de la Confédération est à Libreville au Gabon.

Pendant ce temps, l'Administration de la Confédération Africaine de Boxe – AFBC, continue à travailler intensément sur la préparation des prochains programmes et la promotion de la boxe en Afrique sous la supervision de son Président légal, Monsieur SOSSA SIMAWANGO Clément et de son actuel Directeur Exécutif, Monsieur Joseph MULLER.

ADMINISTRATION – AFBC

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème} Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités

CETEF - LOME

BP: 10056 LOMÉ - TOGO
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cetef.tg / e-mail: ceteflome@cetef.tg



Thème : Le numérique au service des affaires



SAZOF
BIB
no limit
moov

